

Le Général Guillaume-Henry Dufour et le Valais

Il ne s'agit pas de donner ici une biographie du Général Guillaume-Henry Dufour (1787-1875). Tout Suisse doit connaître l'histoire de cet officier qui se déroula parfois comme un véritable roman. En effet, né à Constance, dans le Grand-Duché de Bade, de parents genevois exilés pour des causes politiques, Dufour rentrera plus tard, enfant encore, à Genève qui, bientôt, deviendra française.

Il sera admis à Paris à l'Ecole polytechnique, récemment fondée par l'Empereur. Ses qualités le désignent pour des postes importants. Il est à Corfou en qualité de capitaine d'état-major, adjudant du Colonel Baudrand, futur pair de France ; ils érigent des fortifications qui durent encore.

Puis, c'est la fin du régime napoléonien. Dufour revient à Genève. Il a connu maintes aventures, aussi la vie tranquille de la petite République semble tout d'abord lui peser. Il regagne son Corps lorsque, aux Cent-Jours, Napoléon oppose une dernière résistance.

Dufour se distingue à Lyon ; l'armée napoléonienne dissoute, nouveau retour à Genève où, bien vite, les talents de l'officier du Génie sont reconnus. Il occupe de hauts emplois militaires en Suisse dont Genève est devenue l'un des Etats confédérés. Il ne se contente pas de lire de nombreux ouvrages ; il en écrit lui-même qui seront aux programmes des grandes écoles de guerre de son temps.

Il est remarquable que cet homme, si vaillant au combat, se préoccupe toujours, dès qu'il traite de la défense helvétique, de la neutralité du pays, neutralité qui lui paraît essentielle.

L'officier du Génie et les fortifications du Valais

Lorsqu'il fonde l'Ecole d'officiers de Thoune, qu'il va diriger avec le Colonel Göldlin, le Lt-Colonel Dufour n'a pas l'intention de garder tous ces aspirants officiers en un vase clos pour avaler des théories ou subir des récits de batailles faits souvent pour émouvoir plus que pour instruire. Il entend que les futurs officiers connaissent leur pays et, bien vite, le Canton du Valais lui apparaît comme un terrain d'instruction extrêmement profitable.

Il est intéressant, mais aussi fort amusant, de reprendre dans ses notes personnelles celles qu'il traça en 1820. Dufour entraîne sa troupe sur la Gemmi. A cette époque, le chemin, « *impraticable aux dames* », est singulièrement étroit ; au vrai, il est plus effrayant que dangereux. Grâce à lui, on peut descendre sur Loèche, « *un très pauvre petit village* », où les enfants sont charmants. Tout cela comporte de belles courses à travers les Alpes, mais Dufour ne veut pas que ses officiers se complaisent seulement dans l'admiration de la nature. Il fait procéder et procède lui-même à des relevés topographiques. On sent déjà percer en Dufour le fameux cartographe.

Cet homme de science, cet ingénieur, cet officier qui s'est si bien battu, est d'humeur gaie. Il conte fort bien. Il n'est que de lire le portrait qu'il fait de l'un de ses élèves, alors de corvée, préparant une omelette pour ses camarades. Le récit est d'autant plus amusant que ce jeune aspirant officier n'est autre que le futur Napoléon III, Empereur des Français. Le Prince Louis-Napoléon, alors domicilié à Arenenberg, avait été nommé c'toyen d'honneur de Thurgovie ; il fit l'Ecole d'officiers de Thoune et conquist le grade de capitaine d'artillerie dans les milices bernoises.

Les premières expéditions de Dufour avec ses élèves furent si profitables qu'il ne manqua pas de les renouveler. En 1822, on le retrouve avec sa troupe au Simplon, « *prêt à escalader cette merveille des temps modernes, monument durable de la domination passagère d'un grand homme* ». Ce « *monument* », c'est la route du Simplon, ordonnée par Napoléon¹.

Dufour conduit aussi l'Ecole de Thoune sur le Grimsel afin de démontrer à ses élèves, sur les lieux mêmes, comment Français et Autrichiens se battirent sur ses pentes. Dufour écrit :

« ... le Grimsel, où les Français et les Autrichiens se sont disputé avec acharnement la possession des rochers les plus âpres et les plus lugubres qui soient au monde. On ne conçoit pas que

¹ Le Simplon avait été franchi en 1799 par le Général Béchencourt. Traversée plus difficile alors que celle du St-Bernard. Mais le St-Bernard avait été franchi par Napoléon lui-même et un brillant Etat-major alors que Béchencourt n'avait pour lui, lors de son passage du Simplon, que son courage.

la plupart des combats ait pu pénétrer jusque là. L'aubergiste nous a montré, entre autres curiosités, des balles aplaties qu'il a trouvées dans les rochers; on ramasse journellement dans les crevasses des débris d'armes et d'habillement. »

Les ascensions de Dufour ne furent pas seulement instructives pour ses élèves. Lui-même allait en retirer un grand bénéfice scientifique. Il suffit de lire son traité sur les *Fortifications permanentes* pour s'en rendre compte. Bien vite l'étranger remarque la valeur des renseignements et des conseils donnés par Dufour. Il reçoit des offres de Moscou, de Paris, de Naples. Il préfère continuer à servir son pays sur place. Lorsqu'il n'est pas en service militaire, il remplit à Genève les fonctions d'ingénieur cantonal. Chaque année, du reste, il retourne à l'Ecole de Thoune et court les montagnes. Cela ne l'empêche pas de voyager au delà des frontières helvétiques, de commander l'Armée suisse lorsqu'elle mobilise étant donné l'incertitude qui règne en Europe ou les incidents qui se succèdent à l'intérieur même du pays.

La façon dont il résout les difficultés font dire à ses admirateurs étrangers, en particulier à des généraux de l'Armée française, qu'en leur pays il eût été fait maréchal.

* * *

La situation de St-Maurice et de la vallée du Rhône préoccupait à juste titre Dufour. Au cours de ses leçons à l'Ecole de Thoune, il avait donné une instruction théorique aux officiers. Les Archives Dufour¹ contiennent plusieurs documents à ce sujet. On y peut relever, par exemple, une lettre de L'Hardy, alors aspirant du Génie fédéral, qui devait devenir l'un des adjutants de Dufour.

L'Hardy donne une description des lieux tels qu'ils se sont présentés à lui au cours d'une expédition alpine que commandait Dufour. Un dossier, daté de juin 1823, contient, sur le même sujet valaisan, une note entièrement écrite de la main de Dufour et signée de ses initiales.

Un autre document du même dossier, que Dufour signe alors comme Lt-Colonel du Génie, expose la situation. Dufour rappelle que la première idée des fortifications surgit lors de « l'armement » de 1831.

« L'importance du poste de St-Maurice est assez considérable encore pour que je ne craigne pas de proposer pour sa défense des ouvrages qui, au premier coup d'œil, paraîtront considérables par rapport à nos moyens, mais qui sont cependant peu de chose si l'on réfléchit à la violence des attaques auxquelles ils peuvent être exposés. »

¹ G. d. 78.

Dufour dit alors l'importance militaire d'une route France-Italie. Il reconnaît que la position de St-Maurice ne serait pas inexpugnable mais permettrait d'opposer à l'assaillant une forte résistance. Il insiste pour que la défense soit organisée dans la vallée du Rhône de telle façon que les ouvrages marquent la stricte neutralité de la Suisse, raison pour laquelle il propose qu'il en soit construit dans la grande galerie de Gondo sur la route du Simplon. Les moyens défensifs dont dispose à cette époque l'Armée suisse sont minimes. Dès lors, il faut se servir de tout, même éventuellement, comme à Morgarten, d'arbres et de rochers !

« Il faut montrer à l'étranger la ferme intention où nous sommes de faire résistance et peut-être préviendrons-nous ainsi la calamité d'un passage. »

Dufour réclame 30 bouches à feu à St-Maurice !

Les mêmes Archives¹ conservent un mémoire de Dufour élaboré en août 1836. Cet important document est accompagné de croquis admirablement exécutés. Dufour reprend la théorie qu'il avait exposée antérieurement au sujet de la défense de St-Maurice et qu'il avait dressée en 1831 étant donné l'état si troublé de la politique européenne. Dans ce nouveau document, il juge que, du côté de Martigny, la position de St-Maurice est devenue inexpugnable et qu'elle pourrait être facilement défendue avec 15.000 hommes. En 1831, des mesures défensives et utiles furent prises, mais il fallut interrompre la construction des ouvrages, faute de fonds. Seules furent installées les batteries du Rhône, de l'Arzillier, de la Grande-Tenaille et les redoutes du Crêt et de Vérossaz. Dufour prévoit encore qu'il faudrait établir du côté de Martigny un ouvrage à la Chapelle et prévoir, d'autre part, la possibilité de procéder à une inondation en barrant le ruisseau de Mauvoisin.

Dans le même volume manuscrit, il revient en janvier 1841, dans un chapitre intitulé *« Points à fortifier »*, sur la défense de St-Maurice et du Simplon.

« Il est convenable, écrit Dufour, de prouver aux habitants qu'en fortifiant St-Maurice, notre intention n'est pas de sacrifier le Valais et de l'abandonner sans résistance. C'est pour ces motifs que nous avons fait miner le pont de Gondo situé sur un torrent infranchissable et que la grande Galerie qui débouche sur ce pont a été fermée par une muraille crénelée. »

Il ajoute qu'il faudrait construire une redoute au-dessus des maisons d'Algaby.

¹ M. 39, recueil de pièces diverses.



LE GÉNÉRAL GUILLAUME-HENRY DUFOUR

Maquette de monument offerte par le Baron de Geer, petit-fils du Général,
au Comité international de la Croix-Rouge

La guerre du Sonderbund et le Général Dufour

Lorsque Dufour est appelé par la Diète fédérale à prendre le haut commandement de l'Armée, lors de la guerre du Sonderbund, il passe par de cruelles angoisses.

Lire la correspondance qu'il échangea à ce sujet avec sa famille, fait pénétrer dans l'âme même de ce soldat chrétien. Dufour ne redoute ni le danger, ni les responsabilités. Mais il répugne à ce citoyen que, dès ce jour, on peut appeler un grand citoyen, de porter les armes contre une fraction de ses compatriotes. Défendre le sol de la patrie, soutenir, l'épée au poing, cette neutralité qui lui permit de réunir en un seul État langues et religions différentes, c'est bien. Répandre le sang de gens qui font partie de cet État lui apparaît comme la négation de l'amour proclamé par la loi du Christ, à laquelle, sans le proclamer dévotieusement, il entend demeurer fidèle.

Il décline l'appel de la Diète.

Puis, une pression s'exerce sur lui. Il lui est démontré qu'au cas où il persisterait dans son refus, le drame engagé tournerait au désastre, non seulement pour les insoumis, mais pour l'ensemble de la nation. Il y aurait dans son sein, quels que soient les vainqueurs, des frères ennemis. Qui sait, dès lors, si l'étranger n'en profiterait pas, ainsi qu'il le fit en 1798 ? — Avec votre talent et votre caractère, la confiance que vous inspirez à tous, vous pouvez réduire au minimum, lui assure-t-on, ces incidents tragiques, si vite transportés sur le plan d'une guerre civile.

Bouleversé tout d'abord, mais réfléchi, Dufour cède aux instances des représentants de la Diète. Mettre fin rapidement à une lutte meurtrière, éviter de sanglants excès et de graves blessures morales, il y a là un but à atteindre, un devoir précis posé devant sa conscience.

D'aucuns ne le comprendront pas immédiatement. Au sein même de sa famille qui connaît, en général, si bien, toutes ses pensées, il y a de l'émoi, de la stupeur, des reproches basés sur les plus nobles expériences chrétiennes.

Il s'explique avec grandeur et amertume, avec chagrin, avec espérance. Dans un bouillonnement d'âme. Et l'on s'incline devant ce paradoxe fait chair, devant ce soldat de la paix.

En ce qui concerne le Valais, les Archives du Général Dufour, conservées à Genève par Mme Ernest de Beaumont, sa petite-fille, démontrent de manière impressionnante la manière, si l'on peut dire, dont le Général Dufour conduisit ses opérations militaires. Au fond, et quelle que soit l'ardeur de son tempérament, il désire éviter des batailles. Il souhaite qu'en groupant des forces nombreuses, il contraigne l'adversaire à se rendre sans coup férir.

Il faut le dire très franchement, tous les officiers qui sont sous

ses ordres ne partagent pas entièrement ses vues. Ils voudraient attaquer, pressés par une partie de l'opinion publique, pressés aussi par des réfugiés valaisans.

Le 8 novembre 1847, le Commandant de la première Division, le Colonel Louis Rilliet de Constant, donne l'ordre au Colonel Nicollier, Commandant de la Brigade IV d'observation à Aigle, d'attaquer le Valais en commençant par St-Maurice. Mis au courant de cet ordre, le Général Dufour écrit dans une note :

« Que de réflexions doit suggérer cet ordre quand on sait que la Brigade Nicollier n'a été organisée qu'en vue d'observer le Valais et d'occuper le long du Rhône une position exclusivement défensive, jusqu'à ce que l'attention du Commandant en chef pût se porter de ce côté et que lui, Commandant en chef, n'a jamais été prévenu que des ordres d'attaque si positifs eussent été donnés par son Lieutenant. »

Comme le Colonel Rilliet s'était plaint de certains commandants placés sous ses ordres, Dufour ajoute :

« Comment celui-ci (Rilliet) pouvait-il se plaindre de l'esprit d'indépendance qu'il avait remarqué dans la Brigade, quand lui-même agissait comme s'il n'eût pas un chef de qui il devait recevoir des ordres ou, du moins, un consentement pour une chose aussi sérieuse que l'attaque d'un canton ? »

Suivant son habitude, Dufour signe la note de sa main : G. H. D. Rilliet ne se tient pas pour battu.

Le 19 novembre 1847, il adresse au Commandant en chef — considéré comme un temporisateur — une pétition des officiers du Quartier général d'Ollon, réclamant *« une attaque du Valais le plus promptement possible »*.

Rilliet écrit lui-même d'Aigle à Dufour pour lui rappeler que les réfugiés valaisans (à la tête desquels se trouve le Colonel valaisan Casimir Dufour) et *« les populations exaspérées »* demandent l'occupation du Valais.

Le même jour, le Colonel Barman écrit au Général que les troupes valaisannes aux ordres du Général Guillaume de Kalbermatten se décomposent comme suit : 800 hommes à St-Maurice, 200 à Vérossaz, 300 au Bois-Noir, etc., en tout 5.000 hommes.

Fidèle à la consigne du Général Dufour, le Colonel Nicollier déclare qu'il ne peut pas attaquer sans ordres, mais laisse entendre que l'armée tremble que le Grand-Conseil valaisan ne se rende le lendemain, soit le 23 novembre, sans coup férir.

Le même 22 novembre encore, le Président du Conseil d'Etat du canton de Vaud, Blanchenay, écrit que, décidément, *« on veut faire avancer le Général en chef pour l'attaque du Valais »*.

Le 23 novembre, Rilliet de Constant écrit derechef au Général. Il dispose de 8 bataillons, de 4 batteries, de 4 compagnies de

carabiniers. « *Je pense qu'il y aura lieu, si je ne reçois aucun ordre de votre part contraire, de faire les meilleures dispositions pour déboucher les Valaisans.* »

Rilliet souligne ce dernier membre de phrase, mais, dans la marge, Dufour écrit, nerveux : « *Non, trois fois non.* »

Poursuivant sa lecture il lit encore cette supposition de Rilliet : « *Si l'affaire du Valais réussit...* »

Presque découragé, Dufour note en marge : « *Idée fixe.* »

Le 26 novembre, lettre de Rilliet où se trouvent ces mots : « *Je vous prie derechef, mon Général, de me délier les mains.* »

Note de Dufour : « *Non, il faut attendre ; les bénéfices du temps sont pour nous.* »

Et plus loin : « *Non, dix fois non, quelle impatience.* »

La Division Rilliet de Constant avait été contrainte de suivre les ordres exacts donnés par Dufour, et le temporisateur avait eu raison. L'une de ses notes, conservée dans ses « pièces historiques », rappelle tous les faits concernant les demandes de Rilliet avec ces mots : « *J'ai toujours refusé cette attaque.* »

Le 29 novembre, Rilliet lui mande, du Quartier général d'Aigle, qu'il a concentré d'urgence des troupes pour prévenir toute complication. Il lui mande aussi qu'au cours de la dernière nuit, il fut avisé que deux parlementaires demandaient à se présenter à lui pour capituler au nom du Conseil d'Etat du Valais. Au bas de sa lettre, en post-scriptum, il écrit : « *J'ai tout sacrifié au désir d'en finir avant l'intervention.* »

Et il fit bien. Il se rendit compte que les mesures pacifiques préconisées par le Général Dufour étaient celles de la raison et de l'humanité.

Rilliet de Constant fait allusion à deux parlementaires. En effet, le 28 novembre 1847, le Général faisait remettre au Conseil d'Etat du Valais une invitation pressante à cesser la lutte. Voir la teneur de ce document¹ :

ARMÉE FÉDÉRALE

No

Quartier général à Lucerne
le 28 Novembre 1847.

Le Commandant en chef
à

Messieurs les Membres du Gouvernement du H. Etat du Valais.

Très Honorés Messieurs,

Désireux de vous épargner les conséquences fatales d'une attaque contre votre Canton, je viens mettre sous vos yeux le

¹ Lettre autographe du Général Dufour aux Archives Cantonales du Valais, aimablement communiquée par M. André Donnet, Directeur des Archives.

véritable état des choses, et vous offrir les mêmes conditions qu'aux Etats de l'alliance séparée.

Vous connaissez déjà la soumission de Fr.bourg, Lucerne et Zug ; mais ce que vous ignorez peut-être encore c'est que les Etats d'Underwald, Schwyz et Uri ont successivement signé avec moi les conventions en vertu desquelles les troupes fédérales doivent y entrer paisiblement et les occuper jusqu'à ce que tout soit réglé par les représentants fédéraux.

L'entrée a eu lieu hier à Schwyz et Underwald Haut et Bas, elle aura lieu mardi à Uri immédiatement après la ratification.

Ainsi l'alliance est dissoute, et, dans votre isolement, toute résistance serait aussi inutile que fatale à votre Canton.

Songez, Messieurs, aux maux affreux qui suivent inévitablement une prise de vive force, et vous ne repousserez pas les offres de pacification que je vous fais pendant qu'il en est encore temps.

Si vous les repoussiez, je me serais déchargé de toute responsabilité et elle retomberait sur ceux qui n'auraient pas reculé devant l'idée de pousser les choses à l'extrême.

Il faudrait pour empêcher tout engagement, qui devient de plus en plus imminent par le rassemblement des bataillons et l'impatience des troupes, prévenir d'abord Monsieur le Colonel Rilliet en lui demandant un armistice, et m'envoyer un courrier porteur de vos résolutions et cela dans le plus bref délai. Il me trouvera encore à Lucerne ou sur la route de Berne à Lucerne.

Accordez à ma lettre, je vous en prie Messieurs, toute l'attention qu'elle mérite.

Les bases d'une Convention sont :

- 1) Renonciation à l'alliance dite le Sonderbund (condition qui devient dès à présent superflue puisqu'il n'y a plus d'alliance séparée).*
- 2) Licenciement des troupes, dépôt de leurs armes dans l'arsenal cantonal, désarmement des Landsturmer et dépôt de leurs armes dans l'arsenal pour leur être rendues après complète pacification.*
- 3) Entrée sans résistance des troupes fédérales.*
- 4) Garantie par celles-ci de la tranquillité intérieure, des personnes et des propriétés.*
- 5) Toute question qui ne serait pas du ressort militaire et qui viendrait à surgir sera réservée à la Haute Diète.*

Telle est, en substance, la teneur des conventions passées avec les autres Etats. J'é dois ajouter que dans le préambule on se réfère à la proclamation de la Haute Diète en ce qui concerne le respect à la Religion et le maintien de l'indépendance des Etats.

Agréez, très Honorés Messieurs, l'assurance de la considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être

votre très obéissant Serviteur
G. H. Dufour.

Ce même 28 novembre, le Grand-Conseil du Valais, sous la signature de son vice-président Charles Bovier, avait donné pleins pouvoirs au Conseil d'Etat en vue de la reddition. Le même jour, le Président du Conseil d'Etat, Ignace Zen Ruffinen, et le Secrétaire Alexis Allet, signaient à leur tour le mandat confié à MM. Henri Ducrey et Antoine-Louis de Torrenté, membres du Grand-Conseil, et leur transmettaient les pleins pouvoirs pour négocier les conditions de la reddition sous réserve de la ratification du Gouvernement du Valais.

Dès le 29, Rilliet de Constant adressait sa lettre au Général et, en même temps, lançait à ses soldats la proclamation suivante qui n'est pas sans noblesse :

« Que cette entreprise reste pure de tout excès et de toute violence et que chacun de vous en rentrant dans ses foyers, y rentre la conscience pure et puisse sans rougir serrer la main de ces Confédérés du Valais qu'au prix de tant de sacrifices, vous avez rendus à la liberté et au bonheur ! C'est la seule preuve d'affection que réclame de vous celui qui a l'honneur de vous commander.

Louis Rilliet. »

Le 1^{er} décembre Dufour ratifie l'accord signé par Rilliet de Constant. Le Valais se retire de la Ligue des Sept Cantons, accepte une occupation limitée à 8.000 hommes en vue de garantir les personnes et les propriétés, licencie les troupes valaisannes. (La ratification valaisanne avait été transmise à Bex, à destination du Général, par le Colonel Frédéric Veillon ; le document fut remis à Dufour en son Quartier général de Lucerne le 1^{er} décembre à 2 h. 30 après-midi).

* * *

La dissolution du Sonderbund devait permettre à Dufour de recevoir les hommages les plus émouvants puisqu'ils lui parvenaient en aussi grand nombre de ceux qui étaient la veille ses adversaires que des magistrats de la Diète fédérale. Les Archives Dufour conservent, à ce propos, d'importants témoignages. De tous côtés, les propositions surgissent en vue d'honorer l'action de Dufour, à la fois militaire et pacifique. Mais c'est un modeste.

Le 1^{er} février 1848, le Général écrit qu'il ne saurait accepter le titre de « Pacificateur », dont le Canton du Tessin a chargé l'un de ses députés, le Colonel Luvigni, de proposer l'attribution à Dufour.

Il refuse aussi que la guerre du Sonderbund soit évoquée de manière officielle par une figure allégorique sur laquelle il serait représenté foulant au pied une hydre à sept têtes.

Quels que soient ses goûts pour le classicisme (ses études personnelles le prouvent), Dufour ne saurait accepter un hommage de ce genre. Il lui paraît que l'image serait injurieuse pour les Cantons qui avaient cru devoir se séparer momentanément de la Confédération. Ses arguments portent ; l'image ne sera pas composée.

Le pacificateur et le président de la Croix-Rouge

Etant donné ce qui précède, peut-être ne sera-t-on pas surpris que le Général Dufour ait pris une part si active à la fondation du Comité international de la Croix-Rouge.

Ce soldat avait connu les plus durs combats. Jeune Capitaine d'Etat-Major dans les armées napoléoniennes, il avait été grièvement blessé à bord d'une embarcation près de l'île de Corfou ; jeté à la mer, il avait réussi, malgré ses douleurs, à gagner le rivage, étant fort habile nageur. Laissé pantelant au bord de cette île admirable qu'il avait contribué à fortifier (ses ouvrages militaires existent encore en partie), il avait été considéré comme mourant par les Anglais et échangé contre des prisonniers britanniques aux mains des Français. Merveilleusement sauvé grâce à sa forte constitution, il avait pu reprendre son service, poursuivre sa carrière militaire en France, puis, devenu citoyen Suisse, Genève ayant été incorporée à la Confédération, il avait été nommé Commandant en chef des troupes fédérales et astreint ainsi à mettre fin à une guerre civile.

Dufour n'était pas seulement un homme de grand courage. Il était aussi un homme de cœur. Il avait vu trop souvent les malheurs de la guerre pour ne pas sympathiser avec ceux qui en étaient les victimes. Il s'élevait alors au-dessus de la conception des nationalités, des partis politiques ou des appartenances religieuses. L'homme tombé sur un champ de bataille n'était plus pour lui un ennemi, mais un être sensible et douloureux sur lequel il était nécessaire de se pencher avec générosité.

Avant même que de publier son ouvrage : *Un souvenir de Solferino*, ce livre admirable, classique, de la charité humaine, Henry Dunant avait fait part de ses expériences et de ses angoisses au Général Dufour. C'est Dufour qui lui donne des recommandations auprès des plus hautes personnalités de l'époque (l'Empereur Napoléon III, en particulier, qui avait été son élève), afin qu'il les persuade de la nécessité d'une entente internationale en ce qui concerne les secours aux blessés.

C'est grâce aux lettres de Dufour que Dunant est reçu par des têtes couronnées et des chefs de Gouvernements. Dufour lui-même écrit le 19 octobre 1862 à Dunant à propos de son ouvrage : *Un Souvenir de Solferino* :

« Il faut que l'on voie par des exemples aussi palpitants que ceux que vous rapportez ce que la gloire des champs de bataille coûte de tortures et de larmes. On n'est que trop porté à ne voir que le côté brillant d'une guerre et à fermer les yeux sur ses tristes conséquences... Il est bon d'attirer l'attention sur cette question humanitaire et c'est à quoi vos feuilles me semblent éminemment propres. Un examen attentif et profond peut amener la solution par le concours des philanthropes de tous les pays. »

Dans la même lettre, le Général ne cache pas à Dunant, le jeune commerçant genevois témoin des sinistres tableaux de la bataille de Solferino, les difficultés de la tâche entrevue.

Fonder une association du genre de celle que Dunant voit dans ses rêves, serait faire œuvre évidemment utile, mais la réalisation, écrit Dufour, *« rencontre de grandes difficultés »*. Il ajoute même : *« Elle ne peut être que temporaire et locale. Il faut un moment de crise pour donner naissance au dévouement. »*

Se souvenant de la guerre du Sonderbund, il rappelle à son correspondant qu'en 1847 il s'était formé à Zurich une association de secours fort utile lors du combat de Gislikon, dont il avait accepté avec reconnaissance la coopération pour le transport des blessés. Comment imaginer une association semblable permanente ?

Peut-on croire, étant donné les organisations des armées, qu'elles autoriseraient certaines corporations philanthropiques à les suivre dans des guerres lointaines ?

Ayant ainsi fait le tour de la question, telle qu'elle se présentait à l'époque où il écrit, le Général termine sur ces mots : *« Il ne faut pas désespérer du succès. »*

Dufour ne désespéra jamais. Jeune garçon déjà, il s'était ému des désordres cruels et persistants produits par les blessures. On sait les souffrances que lui-même endura. On comprend, dès lors, l'importance qu'il attachait à son ordre du jour du 4 novembre 1847 adressé à ses commandants de Division :

« Si une troupe ennemie est repoussée, soignez les blessés comme les vôtres-mêmes et ayez pour eux tous les égards dus aux malheureux. »

Mme Ernest de Beaumont, petite-fille du Général Dufour, mise au courant des intentions de la Société d'Histoire du Valais romand d'étudier l'attitude du Général Dufour vis-à-vis du Valais, voulut bien, après avoir chargé l'auteur de cette notice d'adresser ses salutations à la Société, lui ouvrir ses belles archives « Général Dufour ». On y peut prendre connaissance, non seulement de renseignements historiques, mais aussi de grandes leçons dans l'ordre supérieur de la morale.

Ainsi par ce message à ses soldats :

« Je mets sous votre sauvegarde les enfants, les femmes, les vieillards et les ministres de la religion. Celui qui porte la main sur une personne inoffensive se déshonore et souille son drapeau. »

Interdiction de violer des églises et des établissements religieux, interdiction de loger des troupes dans ces édifices.

On pourrait rapporter bien des anecdotes relatives à l'humanité qui anima constamment Dufour au cours de la guerre civile. Il sera permis, ici, d'en relever une, transcrite par Dufour lui-même :

« On avait fait 2 ou 300 prisonniers valaisans. Je les ai envoyés à Bâle où je savais qu'ils seraient bien traités. La feuille de route qu'on leur remit avait été faite en vue de choisir pour étapes les localités où ils trouveraient le moyen d'hospitalité. Ils ont été reçus partout avec bienveillance et ils n'ont eu qu'à se louer de leur séjour à Bâle. »

Comme le rappelle Henri Reverdin dans son article : *Le Général Dufour et la Croix-Rouge*¹, le Général témoigne l'intérêt qu'il voue aux soldats blessés à quelque camp qu'ils aient appartenu. Et l'on se souvient que lorsque la Diète voulut lui accorder une récompense (étant donné sa générosité, il n'avait plus que quelques sous en poche à la fin de la guerre du Sonderbund), il pria la Diète d'accepter, sur la somme qui lui avait été remise, celle de 6.000 fr. pour contribuer au soulagement des misères que la guerre avait faites dans les deux camps.

Le 17 février 1863, Dufour préside une Commission de cinq membres chargée d'examiner le projet de Dunant.

En 1864, il accepte de présider la Conférence internationale qui signera la première Convention de Genève. Nommé Président d'honneur du Comité international de la Croix-Rouge, — lorsqu'il s'éteindra le 14 juillet 1875 à l'âge de 88 ans, il aura assisté à 214 séances plénières de ce Comité, sans compter les nombreuses conférences particulières qu'il eut au sujet des préoccupations de l'heure, — Dufour s'était bien vite rendu compte qu'une organisation permanente était nécessaire.

Malheureusement, depuis 1864, les guerres se sont succédé. Le XIX^e siècle n'en fut pas exempt et le XX^e eut à subir les plus cruelles souffrances.

En 1870 et 1871, le Comité intervint utilement, mais les moyens militaires se développèrent rapidement. Nous pouvons mesurer les graves conséquences de ceux qui ont jeté le monde d'aujourd'hui dans le plus complet désarroi.

S'ils revenaient sur cette terre, Dufour, Dunant, Appia, Moynier et Maunoir seraient sans doute stupéfaits à l'idée que, depuis

¹ *Festgabe für Max Huber* (Zürich, 1934), p. 63.

1939, le Comité international a enregistré une correspondance chiffrant par plus de 110 millions de lettres. Certain jour, il dut répondre à un télégramme portant 30.000 mots. 30 millions de fiches sont classées dans ses cartothèques.

A côté de Genève où, dès le premier jour de la seconde guerre mondiale, s'est ouverte l'Agence centrale des prisonniers de guerre, 27 sections auxiliaires ont travaillé dans d'autres cantons.

Il faut rendre hommage à celles qui furent constituées dans le canton du Valais. Le 1^{er} juin 1944, la section auxiliaire de Sierre entra en fonction sous la direction de Madame Merz-Tabin, dont le Comité international de la Croix-Rouge a appris le décès avec le plus vif regret.

Depuis sa date d'ouverture jusqu'au 6 avril 1946, cette section a traité 34.077 documents concernant les prisonniers. Elle traita aussi des fiches pour le Service des « Familles dispersées ». Il faut être reconnaissant à ses 19 collaborateurs bénévoles. Le dévouement et la compréhension des responsabilités du Comité international furent pour lui un appui précieux.

Le 12 juin 1944, l'usine de Chippis mettait à la disposition du Comité international quelques-uns de ses collaborateurs, un local, des machines. La section fut dirigée par MM. Wanner et Schmidt. Pendant la période de son activité qui cessa le 19 juillet 1945, il fut traité 7.516 cas, soit des fiches relatives aux prisonniers. Cette section comptait 31 collaborateurs bénévoles auxquels il faut marquer aussi une vive reconnaissance.

Le 14 juin 1944, Mme O. de Chastonay prenait la direction de la section auxiliaire de Sion qui s'y constituait. La section fut fermée au mois d'octobre 1945. Elle comptait 19 collaborateurs bénévoles.

Ainsi fut suivie dans la vallée du Rhône la grande consigne humanitaire donnée, il y a près d'un siècle, par Dufour.

Dans ce noble canton du Valais, auquel le Général Dufour s'était intéressé dès qu'il fut appelé à prendre un commandement dans l'Armée suisse, on a pu retrouver en ces dernières années et l'on retrouve aujourd'hui, sinon l'expression immédiate de sa pensée, du moins, et c'est encore plus important, la réalisation d'un de ses buts de vie : marquer à tout malheureux, victime d'une guerre, de la pitié et lui offrir une aide particulièrement utile sous le signe de la Croix.

Edouard CHAPUISAT

En publiant la communication ci-dessus, présentée par son auteur à la XLV^e Assemblée de la SHVR, le 12 mai 1946, à Martigny-Bourg, les Annales Valaisannes tiennent à remercier M. le Lt. Colonel Edouard Chapuisat, vice-président du Comité international de la Croix-Rouge, membre d'honneur de la SHVR, d'avoir dessiné pour les amis et les historiens du Valais un portrait si fin et si élevé du Général Dufour, en utilisant des documents en partie inédits.